

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. M. E. De Braekeleer qui a été transféré au Ministère de la Communauté française par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1985, est transféré à l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 1985.

Art. 3. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril-Espagne, le 5 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

MINISTERE DES FINANCES

F. 85 — 1424 (85-1262)

Arrêté royal fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions

« Avis n° 85/009 du 14 janvier 1985 de la commission consultative de la protection de la vie privée

Objet : Projet d'arrêté royal fixant le mode d'identification des bénéficiaires des pensions.

La Commission consultative de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu la demande d'avis du 12 novembre 1984 du Secrétaire d'Etat aux Pensions sur un projet d'arrêté royal fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions, demande reçue par la Commission le 20 novembre 1984;

A émis le 14 janvier 1985 l'avis suivant :

Il est indiqué d'utiliser dans le préambule de l'arrêté royal la dénomination exacte de la Commission, c'est-à-dire Commission consultative de la protection de la vie privée.

Aux termes de l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, « les organismes de droit public et de droit privé ainsi que les associations de fait sont tenus de doter d'un numéro d'identification fixé de la manière définie par le Roi, les bénéficiaires de prestations dont ils assurent le service » (à savoir, les pensions, rentes et allocations de vieillesse ou de survie ou tout autre avantage considéré comme pension).

Sur base des documents soumis à la Commission, de l'enquête menée par celle-ci et des entretiens avec les délégués de l'autorité requérante, il est apparu que les services intéressés estimaient que le numéro du Registre national pouvait servir d'identifiant unique pour les pensionnés.

Cette idée se reflète dans le projet d'arrêté royal initial soumis par l'autorité requérante à la Commission.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi peut autoriser « les autorités publiques et les organismes visés à l'article 5 » à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

Comme il est apparu que la loi ne permettait pas de réaliser l'intention initiale (l'utilisation du numéro du Registre national par des « associations de fait » est exclue sous tous les rapports), l'autorité requérante a soumis pour avis à la Commission le présent projet.

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer E. De Braekeleer, die bij het ministerieel besluit van 22 juli 1985 naar het Ministerie van de Franse Gemeenschap overgeplaatst is, wordt naar de Franse Gemeenschapsexecutive overgedragen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1985.

Art. 3. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril-Spanje, 5 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 85 — 1424 (85-1262)

Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen

« Advies nr. 85/009 van 14 januari 1985 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Betreft : Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen.

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gezien de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, meer bepaald het artikel 8;

Gezien het verzoek van 12 november 1984, ontvangen door de Commissie op 20 november 1984, van de Staatssecretaris voor Pensioenen, om advies betreffende een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen;

Heeft op 14 januari 1985 het volgende advies verleend :

Het verdient aanbeveling in de aanhef van het koninklijk besluit de juiste benaming van de Commissie te vermelden, namelijk Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Luidens artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen « moeten de publiek- en privaatrechtelijke instellingen evenals de feitelijke vereenigingen een op de door de Koning bepaalde wijze vastgesteld iden-waarvan zij de dienst verzekeren » (d.i. van ouderdoms- of overlevingspensioenen en de desbetreffende renten en toelagen of van enig ander als pensioen geldend voordeel).

Uit de aan de Commissie voorgelegde bescheiden en uit de door de Commissie ingestelde informatie en met de afgevaardigden van de verzoekende overheid gevoerde besprekingen is gebleken dat de betrokken diensten meenden dat het nummer van het Rijksregister zou kunnen gebruikt worden als enig nodig identificatienummer voor de gepensioneerden.

Dit opzet werd vertolkt door het aanvankelijk door de verzoekende overheid aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit.

Naar luid van het artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen kan de Koning « de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5 » machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

Daar aldus de verwerking van het aanvankelijk opzet wettelijk niet mogelijk bleek (gebruik door « feitelijke verenigingen » is alleszins uitgesloten) heeft de verzoekende overheid het huidige ontwerp voor advies aan de Commissie voorgelegd.

L'opportunité de se servir, dans les relations externes et pour l'ensemble du système d'identification, d'un autre numéro que celui du Registre national et de limiter l'usage du numéro dudit Registre aux relations internes de l'autorité centrale, a été examinée au cours des entretiens préparatoires avec les délégués de l'autorité requérante, en raison de l'impossibilité d'utiliser un système d'identification uniforme et de la nécessité qui en résulte de recourir à un numéro d'identification différent de celui du Registre national, tout au moins dans certains cas. Il n'échappe pas à la Commission que l'usage du numéro du Registre national assure une identification plus fiable et que l'introduction de ce dernier numéro dans les fichiers et répertoires des autorités concernées et des services des Pensions permet d'éviter des erreurs qui pourraient être dommageables aux personnes intéressées. Cependant, la Commission estime ne pas devoir se prononcer sur le bien-fondé du choix effectué par l'autorité requérante lorsque celui-ci respecte les dispositions légales et ne menace pas la vie privée.

L'autorité requérante a opté pour un usage aussi large que possible du numéro d'identification du Registre national et pour un système particulier dérivé (numéro d'identification spécifique), ce dernier étant réservé aux cas où l'accès au Registre national n'est pas autorisé.

La Commission constate que, comme il avait été convenu lors des entretiens avec les délégués de l'autorité requérante :

1. il a été fait mention, séparément et clairement, des autorités publiques et des organismes qui, dans le cadre de l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, seront amenés à utiliser le numéro du Registre national (article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>);

2. un numéro d'identification spécifique a été prévu pour les organismes et associations ne pouvant être autorisés à utiliser le numéro du Registre national (article 2);

3. l'usage du numéro d'identification du Registre national a été délimité (article 1<sup>er</sup>, § 2). L'utilisation interne ne peut, en principe, entraîner d'abus ou de discrimination.

Cependant, compte tenu des préoccupations concernant l'usage du numéro d'identification du Registre national qui ont inspiré les articles 8 et 9 de la loi organisant ce Registre, la Commission estime que l'objet de l'autorisation accordée doit être défini aussi clairement que possible.

Aussi, la Commission considère-t-elle que, pour ce qui regarde le numéro du Registre national et l'usage qui en est prévu à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du projet d'arrêté, le critère d'« usage interne » (« intern... gebruiken ») n'est pas suffisamment précis et doit être remplacé par celui de « gestion interne des prestations prévues par l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 »; elle estime en outre qu'il convient de définir les relations externes dans le même sens. En conséquence, la Commission propose de libeller l'article 1<sup>er</sup>, § 2, comme suit :

« Les autorités et organismes visés au § 1<sup>er</sup> ne peuvent faire usage du numéro d'identification défini par ce paragraphe que dans la gestion interne relative aux prestations prévues à l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 ou dans les rapports qu'ils entretiennent soit entre eux, soit avec le bénéficiaire identifié par ce numéro ou avec son représentant légal, lorsque ces rapports ont trait aux prestations précitées. »

Il convient de veiller à ce que l'usage du numéro d'identification du Registre national dans les relations internes et externes susvisées soit limité pour les différents services concernés, à ce qui est strictement nécessaire pour l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont ils sont chargés dans les limites précitées.

Enfin, les précautions ci-dessus n'ont de sens que dans la mesure où sont respectées les obligations ayant trait à la sécurité des informations et au caractère approprié des programmes, prévues par l'article 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Waar zich tijdens de voorbereidende besprekingen met de afgevaardigden van de verzoekende overheid de vraag had gesteld of, gezien de onmogelijkheid van gebruik van een uniform unificatiesysteem en de daaruit voortvloeiende noodzakelijkheid alleszins partim een ander nummer dan het Rijksregisternummer te gebruiken, het niet aangewezen was voor het geheel identificatiesysteem « naar buiten uit » een ander nummer dan het Rijksregisternummer aan te wenden en het gebruik van het Rijksregisternummer tot interne aanwending van de centrale overheid te beperken (waarbij het de Commissie niet ontgaat dat het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister een meer betrouwbare identificatie ten gevolge heeft en het gebruik van dit nummer in de bestanden en repertoria van de bedoelde overheden en diensten van Pensioenen vergissingen kan voorkomen die voor de betrokkenen ook nadelig kunnen zijn), meent de Commissie de opportuniteit van het door de overheid gekozen systeem, wanneer dit met de wettelijke richtlijnen overeenstemt en geen gevaar oplevert voor de persoonlijke levenssfeer, niet te hebben te beoordelen.

De verzoekende overheid heeft geopteerd voor een zo ruim mogelijke aanwending van het nummer van het Rijksregister en met een bijzonder systeem (bijzonder identificatienummer) voor het voor het Rijksregister ontzeggd gedeelte.

De Commissie stelt vast dat, in overeenstemming met het met de afgevaardigden van de verzoekende overheid gepleegd overleg :

1. de openbare overheden en instellingen die, in het kader van het artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, het Rijksregisternummer zullen (moeten) gebruiken, met individuele vermelding duidelijk worden opgesomd (artikel 1, § 1);

2. een afzonderlijk identificatienummer wordt opgebouwd voor de instellingen en verenigingen die niet tot het gebruik van het Rijksregisternummer kunnen worden toegelaten (artikel 2);

3. de aanwending van het Rijksregisternummer wordt afgebakend (artikel 1, § 2). Het intern gebruik kan in beginsel geen aanleiding geven tot discriminatie of misbruik.

Evenwel, gezien de in de artikelen 8 en 9 van de wet op het Rijksregister uitgedrukte bezorgdheid in verband met het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister, is de Commissie van oordeel dat de verleende machtiging naar de omvang zo duidelijk mogelijk moet afgelijnd worden.

De Commissie is aldus van oordeel dat wat het door het artikel 1, § 2, van het besluit-ontwerp afgelijnd gebruik van het Rijksregisternummer betreft de aanwijzer « intern (gebruiken) » (usage interne) voldoende nauwkeurigheid mist en dient vervangen te worden door « slechts voor het intern beheer van de prestaties opgesomd in artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 », terwijl de externe betrekkingen in zelfde zin dienen bepaald te worden. De Commissie stelt aldus als tekst van artikel 1, § 2, voor :

« De in § 1 bedoelde overheden en instellingen mogen niet in dit paragraaf bepaalde identificatienummer slechts voor het intern beheer van de prestaties opgesomd in artikel 57 van de wet van 15 mei 1984, in hun met dezelfde prestaties verband houdende onderlinge betrekkingen en betrekkingen met de onder dit nummer geïdentificeerde rechthebbende (of zijn wettelijke vertegenwoordiger) gebruiken. »

Er zal voor moeten gewaakt worden dat in de ten deze beoogde interne en externe betrekkingen het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister beperkt blijft tot wat voor elke betrokken dienst nodig is voor de uitvoering van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen waarmee hij binnen de voormelde perken belast is.

Tenslotte hebben de voormelde voorzorgen slechts zin voor zover de verplichtingen opgelegd bij artikel 11, tweede en derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, in verband met de veiligheid van de informatie en met het geëigend karakter van de programma's, worden in acht genomen.

Pour le Secrétaire,  
R. Demoustier.

Le Président,  
D. Holsters. »

Voor het Secretariaat,  
R. Demoustier.

De Voorzitter,  
D. Holsters. »

28 JUNI 1985

## Arrêté royal fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, notamment l'article 57;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, rendu le 14 janvier 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1er.** Le numéro d'identification des bénéficiaires de prestations énumérées à l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, est celui sous lequel ces bénéficiaires figurent dans le Registre national des personnes physiques, lorsque le service de ces prestations est assuré par :

1° les autorités publiques;

2° les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, repris ci-après :

- Régie des Télégraphes et des Téléphones;
- Régie des Voies aériennes;
- Belgische Radio en Televisie, Nederlandse uitzendingen;
- Caisse nationale des pensions de retraite et de survie;
- Fonds des accidents du travail;
- Fonds des maladies professionnelles;
- Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;
- Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- Office de la navigation « Dienst voor de scheepvaart »;
- Office de sécurité sociale d'outre-mer;
- Office national des pensions pour travailleurs salariés;
- Radio-télévision belge de la communauté culturelle française;
- Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening;
- Société nationale des Chemins de fer belges;
- Société nationale des Chemins de fer vicinaux;
- Société nationale des Distributions d'Eau;
- Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum für deutschsprachige Sendungen;
- Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

3° les organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général, repris ci-après :

- Centres publics d'aide sociale;
- Banque Nationale de Belgique;
- Crédit communal de Belgique.

§ 2. Les autorités et organismes énumérés au paragraphe 1er ne peuvent faire usage du numéro d'identification visé dans ce paragraphe que pour la gestion interne des prestations prévues par l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 ou dans les rapports qu'ils entretiennent au sujet de ces prestations soit entre eux, soit avec le bénéficiaire identifié par ce numéro ou avec son représentant légal.

**Art. 2.** Les organismes de droit public autres que ceux mentionnés à l'article 1er, § 1er, 2° et 3°, les organismes de droit privé et les associations de fait qui assurent le service des prestations énumérées à l'article 57 de la loi du 15 mai 1984, sont tenus d'identifier les bénéficiaires de ces prestations par un numéro de six chiffres suivi de deux lettres.

28 JUNI 1985

## Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 57;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 14 januari 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** Het identificatienummer van de rechthebbenden op prestaties opgesomd in artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen is dit waaronder deze rechthebbenden in het Rijksregister van de natuurlijke personen voorkomen wanneer de dienst van deze prestaties verzekerd wordt door :

1° de openbare overheden;

2° de hiernavermelde instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut :

- Regie van Telegrafie en Telefonie;
- Regie der Luchtwegen;
- Belgische Radio en Televisie, Nederlandse uitzendingen;
- Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen;
- Fonds voor arbeidsongevallen;
- Fonds voor beroepsziekten;
- Nationaal pensioenfonds voor mijnwerkers;
- Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;
- Dienst voor de scheepvaart « Office de la navigation »;
- Dienst voor de overzeese sociale zekerheid;
- Rijksdienst voor werknemerspensioenen;
- Radio-télévision belge de la communauté culturelle française;
- Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening;
- Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;
- Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;
- Nationale Maatschappij der Waterleidingen;
- Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum für deutschsprachige Sendungen;
- Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

3° de hiernavermelde instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen :

- Openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- Nationale Bank van België;
- Gemeentekrediet van België.

§ 2. De in paragraaf 1 opgesomde overheden en instellingen mogen het in die paragraaf bedoelde identificatienummer slechts gebruiken voor het intern beheer van de prestaties bepaald door artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 of in de betrekkingen die zij, in verband met deze prestaties, onderhouden ofwel onder elkaar ofwel met de door dit nummer geïdentificeerde rechthebbende of diens wettelijke vertegenwoordiger.

**Art. 2.** De publiekrechtelijke instellingen die niet in artikel 1, § 1, 2° en 3°, worden vermeld, de privaatrechtelijke instellingen en de feitelijke verenigingen die de dienst verzekeren van prestaties opgesomd in artikel 57 van de wet van 15 mei 1984, zijn ertoe gehouden om de rechthebbenden op deze prestaties te identificeren met een nummer van zes cijfers gevolgd door twee letters.

Ce numéro comporte trois groupes de deux chiffres reprenant dans l'ordre l'année, le mois et le jour de la naissance de l'intéressé. Les lettres sont attribuées dans l'ordre alphabétique et opèrent, au sein d'un même organisme, une distinction entre les personnes nées le même jour.

Art. 3. Le mode d'identification réglé par les articles 1er et 2 doit être réalisé pour le 31 décembre 1986 au plus tard.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

(Ces textes remplacent ceux parus au Moniteur belge n° 133 du 12 juillet 1985, p. 10315, et dans le n° 138 du 19 juillet 1985, p. 10719.)

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 1425

25 JUILLET 1985. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 32bis, conclue le 7 juin 1985 au sein du Conseil National du Travail, concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande du Conseil National du Travail de rendre obligatoire la convention collective de travail n° 32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 32bis du 7 juin 1985, reprise en annexe, conclue au sein du Conseil National du Travail, concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un trans-

(1) Référence au Moniteur belge :

Loi du 5 décembre 1968, Moniteur belge du 15 janvier 1969.

Dit nummer omvat drie groepen van twee cijfers waarin in volgorde het jaar, de maand en de dag van de geboorte van de belanghebbende opgenomen worden. De letters worden alfabetisch toegekend en maken binnen eenzelfde instelling een onderscheid tussen de op dezelfde dag geboren personen.

Art. 3. De bij de artikelen 1 en 2 geregelde wijze van identificatie moet uiterlijk op 31 december 1986 zijn verwezenlijkt.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

(Deze teksten vervangen degene verschenen in het Belgisch Staatsblad nr. 133 van 12 juli 1985, bl. 10315, en in nr. 138 van 19 juli 1985, bl. 10719.)

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 1425

25 JULI 1985. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis, gesloten op 7 juni 1985 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement of gerechtelijk akkoord door boedelafstand (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad waarbij de algemeen verbindend verklaring wordt gevraagd van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985, betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement of gerechtelijk akkoord door boedelafstand;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werk-

(1) Verwijzing naar het Belgisch Staatsblad :

Wet van 5 december 1968, Belgisch Staatsblad van 15 januari 1969